

Introduction

Le Contexte

La France a longtemps revendiqué des droits coloniaux sur l'île de Madagascar, dont la superficie équivaut à celle de la France, de la Belgique et des Pays-Bas réunis. Après une période de colonisation française (1642-74), Madagascar a été intégrée à l'Empire français (1896-1960) puis, par la suite, à la Francophonie, l'association des pays francophones. L'influence française sur le territoire demeure importante. Les chercheurs francophones ont dominé l'historiographie de Madagascar, et leurs points de vue se sont exprimés à travers deux grands courants de pensée : l'approche coloniale et l'approche nationaliste. Ils se sont principalement concentrés sur l'histoire politique et culturelle, au détriment de l'histoire économique, une discipline jusqu'à récemment relativement peu développée en France. Les principaux thèmes d'étude portent sur les revendications historiques françaises à Madagascar, les relations politiques, sociales et religieuses entre les Européens et l'État Merina précolonial, ainsi que sur l'époque coloniale française. Bien que les deux écoles de pensée divergent sur des questions telles que la justification et l'impact du colonialisme français, elles s'accordent pour considérer que l'histoire de Madagascar constitue une anomalie dans la région de l'océan Indien occidental et de l'Afrique. En effet, les populations de l'île parlent des dialectes et perpétuent des pratiques culturelles d'origine majoritairement austronésienne. Par conséquent, la plupart des historiens ont considéré Madagascar comme un îlot historique isolé, un musée largement déconnecté de sa région immédiate : l'océan Indien occidental et l'Afrique de l'océan Indien (AOI).

Les historiens de l'Afrique continentale et des autres pays de l'océan Indien ont largement respecté la tradition française. De ce fait, ils ont longtemps exclu Madagascar de leur champ de recherche et de leurs publications. Influencés par la tradition coloniale britannique, les chercheurs anglophones ont segmenté les régions d'Afrique bordées par l'océan Indien et son prolongement jusqu'à la mer Rouge. Les régions d'Afrique du Nord, d'Afrique de l'Est et d'Afrique du Sud ont ainsi vu naître des spécialistes qui, rarement, voire jamais, ont fait allusion à Madagascar. Depuis le début des années 1970, un nombre croissant de chercheurs anglophones se sont toutefois intéressés aux études malgaches.ⁱ Ils ont nuancé la vision francophone, notamment en évoquant les affinités africaines des premiers Malgaches et le rôle des missions protestantes, majoritairement britanniques, sur l'île. Cependant, ces études se sont largement inscrites dans le cadre de la tradition historiographique francophone dominante, qu'elles ont renforcée plutôt que de la remettre en question.

Cet ouvrage rompt avec cette tradition. Il constitue la première étude approfondie de l'histoire économique de Madagascar précoloniale durant la période de l'ascension des Merina.ⁱⁱ De plus, il situe Madagascar au sein d'une économie régionale reliant l'ensemble des pays bordant l'océan Indien occidental et, ce faisant, révèle l'unité structurelle fondamentale de cet espace économique. Il réfute également le mythe de la formation, au XIXe siècle, d'un État-nation malgache unifié et civilisé, doté d'une économie unique et cohérente. De manière tout aussi significative, il soutient que la colonisation de Madagascar s'explique moins par les revendications historiques françaises sur l'île ou par les forces du capitalisme français, mais plutôt par une combinaison de deux autres facteurs. Il s'agit, d'une part, des forces qui ont impulsé l'avancée britannique dans l'océan Indien

à partir des années 1870 et, d'autre part, des politiques autarciques et de la mauvaise gestion du régime merina indigène, qui ont provoqué l'effondrement de l'Empire merina à Madagascar.

Traditions historiographiques : La spécificité de Madagascar

La spécificité historique de Madagascar a été au cœur de la perspective de l'école de pensée coloniale française, centrée sur les travaux d'Alfred et Guillaume Grandidier, dont les arguments ont dominé l'historiographie de l'île pendant la majeure partie du XXe siècle.ⁱⁱⁱ Dès le début des années 1970, une nouvelle école nationaliste a émergé et domine actuellement la discipline. Les membres de cette école reconnaissent une ancienne influence africaine sur Madagascar et rejettent la justification avancée par l'école coloniale pour légitimiser l'imposition du pouvoir français sur l'île. Néanmoins, ils ont maintenu l'accent mis sur la spécificité historique de celle-ci. Un élément essentiel de cette approche est l'idée que, de 1790 à 1810 environ, les Merina des hauts plateaux centraux ont forgé, à partir des différents peuples de l'île, un État-nation unique et progressiste, présenté comme unique en Afrique au XIXe siècle, et affectueusement désigné dans la littérature de l'école nationaliste comme « Le Royaume ».^{iv}

L'interprétation de l'histoire malgache du XIXe siècle par l'école nationaliste peut être résumée comme suit : le père fondateur de la nation malgache, Andrianampoinimerina (r. v. 1795-1810), aurait unifié la province des hauts plateaux centraux d'Imerina et insufflé à son peuple un premier sentiment d'identité malgache. Son fils, Radama Ier (r. 1810-28), a poursuivi cette œuvre. Dans les années 1820, il a conclu une alliance avec les Britanniques, qui lui ont fourni le personnel et l'équipement nécessaires à la mise en place d'une armée permanente moderne ainsi que d'un système éducatif. Il a également aboli la traite des esclaves et autorisé l'entrée des missionnaires chrétiens dans le pays.

L'épouse et successeuse de Radama Ier, Ranaivalona I^{re} (1828-1861), fut une souveraine traditionaliste qui expulsa les missionnaires, persécuta les chrétiens indigènes et adopta, de manière générale, une politique anti-occidentale. Elle permit également à une poignée de roturiers d'accéder aux plus hautes fonctions du gouvernement et de l'armée, dont le contrôle fut consolidé par un coup d'État en 1863, au cours duquel Radama II, fils et successeur de Ranaivalona I^{re}, fut tué. Le véritable dirigeant de Madagascar fut alors Rainilaiarivony qui, en tant que premier ministre, épousa successivement plusieurs reines malgaches. Durant son règne, il mena une politique d'équilibriste complexe, conciliant des mesures destinées à répondre aux exigences occidentales de modernisation avec d'autres visant à contenir l'influence étrangère occidentale et à préserver l'indépendance malgache. Il maintint une politique largement ouverte, encourageant les investissements étrangers. De plus, il adopta le christianisme comme religion d'État et, avec l'aide des missionnaires, fonda un système d'éducation nationale obligatoire. Il institua également une monarchie constitutionnelle, réforma le système judiciaire et prit les premières mesures en vue de l'abolition de l'esclavage.

Malgré ces signes manifestes d'un régime progressiste, les Français continuaient de faire valoir d'anciennes revendications coloniales à Madagascar. Celles-ci étaient soutenues par la Marine française, qui nourrissait un profond ressentiment à la suite de ses défaites lors des guerres napoléoniennes et franco-prussiennes, par la communauté francophone des îles voisines des Mascareignes (La Réunion et l'île Maurice), avide de terres, ainsi que, à partir des années 1870,

par le nouvel impérialisme belliqueux prôné par les forces capitalistes en France. La guerre franco-merina de 1883-85 établit un protectorat français nominal à Madagascar, mais le gouvernement merina ignore les prétentions françaises en matière de politique étrangère. Leur cause était soutenue par des missionnaires britanniques et certains officiers de l'armée britannique. Cependant, le gouvernement britannique demeura distant et, en 1890, accepta de laisser les Français agir librement à Madagascar en échange de la reconnaissance, par la France, de la domination britannique à Zanzibar. Le sort de Madagascar était scellé. En 1895, les forces françaises envahirent l'île. À cette époque, selon l'école nationaliste, les Malgaches avaient constitué un État-nation unifié et progressiste, le premier en Afrique, et avaient réagi avec vigueur par un soulèvement nationaliste massif. Bien que largement réprimée dès 1897, la révolte se poursuivit jusqu'aux premières années du XXe siècle.

Pour un nouveau contexte historique : le monde de l'océan Indien et l'Afrique de l'océan Indien

La présente étude remet en question les écoles de pensée colonialiste et nationaliste, en cherchant d'abord à situer historiquement Madagascar comme partie intégrante du monde plus vaste de l'océan Indien, un terme qui nécessite quelques explications. Pour ceux qui placent l'Europe au centre du développement des systèmes mondiaux de commerce et de production, le monde de l'océan Indien est probablement associé aux cultures asiatiques, lesquelles, dans les récits eurocentriques classiques, sont dépeintes comme des monolithes archaïques, caractérisés par des structures sociales et politiques inflexibles, totalement réfractaires aux forces du changement et de la modernisation. De ce point de vue, le développement économique, lorsqu'il s'est produit en Asie, aurait été le résultat de forces extérieures, plus précisément européennes.

Cependant, un courant révisionniste s'est développé au cours des dernières décennies, affirmant que c'est l'Asie, et non l'Europe, qui a forgé la première économie mondiale, qui a émergé à une date considérablement plus ancienne qu'on ne le pensait auparavant. Reprenant le concept d'économie maritime méditerranéenne de Ferdinand Braudel, K. N. Chaudhuri puis André Brink ont également soutenu qu'une économie mondiale de l'Asie et de l'océan Indien a émergé parallèlement à l'Islam dès le VIIe siècle et que les Européens n'ont atteint la domination mondiale qu'au XVIIIe siècle. D'autres situent le début de l'économie mondiale Asie-océan Indien entre le Xe et le XIIIe siècle. André Gunder Frank estime qu'elle a probablement émergé bien plus tôt que le Xe siècle, et que la domination européenne ne s'est concrétisée qu'au XIXe siècle avec l'industrialisation et l'émergence d'une économie véritablement internationale.^v Ces révisionnistes ont largement omis l'Afrique de leur analyse. Néanmoins, l'Afrique australe, orientale et nord-orientale, ainsi que les îles au large, entretenaient des liens historiques étroits avec le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et du Sud-Est ainsi que l'Extrême-Orient. Toutes ces régions formaient une partie intégrante de l'économie de l'Asie-océan Indien.^{vi} Par conséquent, toute la zone, du Cap au Caire, de Calcutta à Canton et au-delà, constitue ce que l'on appelle ici le monde de l'océan Indien (MOI).

Bien que possédant certaines caractéristiques uniques, Madagascar faisait historiquement partie du MOI, qui comprenait l'AOI. Les premiers habitants de Madagascar étaient d'origine austronésienne et africaine (de langue bantoue).^{vii} Ils importèrent des plantes et des techniques économiques d'Indonésie et d'Afrique et maintinrent d'abord des liens avec les deux régions. Avec

le temps, les relations avec l'Afrique se développèrent tandis que celles avec l'Indonésie s'affaiblirent, notamment avec l'essor de l'activité maritime portugaise dans le MOI au XVI^e siècle.

L'essor d'une économie de plantation sur les îles françaises des Mascareignes, à La Réunion et à Maurice, à partir du milieu du XVIII^e siècle, inaugura une nouvelle phase dans l'histoire économique de l'île, car celle-ci constituait de loin la source la plus proche de provisions et d'esclaves pour les plantations. À la fin du XVIII^e siècle, un empire commercial français fut envisagé, s'étendant des Mascareignes aux côtes swahilies et mozambicaines, dans lequel Madagascar aurait joué un rôle central. L'île était d'une importance capitale en tant que fournisseur de vivres et de main-d'œuvre pour les plantations des Mascareignes, et son commerce « est si étroitement lié à celui des côtes africaines qu'il nous semble impossible de les dissocier. »^{viii} Au siècle suivant, Madagascar joua un rôle crucial dans la traite négrière en Afrique de l'Est, développa des liens commerciaux avec l'Afrique du Sud et s'intégra progressivement, aux côtés d'autres pays de la région, à l'économie internationale naissante.

On peut avancer un argument convaincant selon lequel les transformations économiques majeures de l'Afrique de l'Ouest résultèrent principalement de son intégration à l'économie internationale au cours du XIX^e siècle.^{ix} Le catalyseur de ce changement fut la révolution industrielle, et non le colonialisme. L'industrialisation et l'essor concomitant de l'économie internationale entraînent la disparition de la traite négrière et l'essor du libre-échange des marchandises. Ces phénomènes jetèrent les bases de la domination coloniale européenne. L'intégration croissante des régions d'Afrique de l'Ouest à l'économie internationale augmenta leur vulnérabilité aux fluctuations du marché mondial. Cela devint évident pour la première fois lors de la grave et longue crise des années 1880. La crise mit à rude épreuve les relations commerciales afro-européennes, au point que les commerçants européens firent appel à leurs gouvernements respectifs pour défendre leurs intérêts commerciaux par une intervention politique en Afrique de l'Ouest. Jusqu'alors, les élites locales avaient largement disposé d'une puissance politique, économique et militaire suffisante pour repousser toute intervention extérieure. Cependant, dans les années 1880, l'intervention européenne en Afrique fut facilitée par plusieurs facteurs. Premièrement, le commerce d'exportation d'esclaves, sur lequel reposait le pouvoir des élites dominantes d'Afrique de l'Ouest, avait été gravement compromis dans les années 1860. Deuxièmement, de puissants groupes de pression impérialistes en Europe, tels que la Marine française, soutenaient les demandes d'intervention de leurs ressortissants commerçants en Afrique. Enfin, à la fin du XIX^e siècle, des retombées technologiques clés de la révolution industrielle, notamment l'application de la vapeur aux transports, l'invention de la mitrailleuse Gatling et l'utilisation médicinale de la quinine comme antidote au paludisme, permirent aux Européens de s'installer et de survivre en Afrique tropicale pour la première fois.

Différentes forces économiques étaient à l'œuvre dans l'AOI, du Cap au Caire, de Madagascar aux Mascareignes. On a longtemps soutenu que les principaux produits du commerce extérieur – esclaves, or et ivoire échangés contre des armes, des tissus, de l'alcool et de la quincaillerie – étaient similaires, mais destinés aux pays musulmans du nord plutôt qu'à l'Amérique du Nord ou à l'Europe.^x Cela a considérablement retardé l'impact de la révolution industrielle européenne sur la région, prolongeant ainsi le caractère traditionnel du commerce extérieur. L'essor de l'économie de plantation des Mascareignes à partir de la fin du XVIII^e siècle et les exigences de la traite atlantique des esclaves entre 1810 et 1850 environ ont fortement stimulé les exportations d'esclaves

du Mozambique et de Madagascar. Par ailleurs, la demande du Moyen-Orient et de l'Inde a soutenu un commerce d'exportation d'esclaves et d'ivoire florissant depuis la côte swahilie.^{xi} Pour Ralph Austen, Abdul Sheriff et, plus récemment, William Clarence-Smith, le lien commercial islamique basé à Zanzibar est au cœur de l'histoire de l'intégration de l'Afrique de l'Est à l'économie internationale.^{xiii} Cependant, les fondements du colonialisme n'ont pas été posés par la crise des années 1880, car le prix des esclaves et de l'ivoire est resté élevé, mais par la pression abolitionniste croissante exercée par les Britanniques sur la cour de Zanzibar. Les Européens, optimistes quant au potentiel économique de l'intérieur du pays, ont soutenu les appels à la colonisation de l'Afrique de l'Est et de Madagascar, souvent justifiés par des revendications d'abolition de l'esclavage. Ces pressions avaient, dans les années 1880, sapé le pouvoir des élites locales, ouvrant la voie à une intervention commerciale et politique européenne croissante.

Le cas de Madagascar est quelque peu différent. L'île possédait deux économies précoloniales qui se chevauchaient : celle de l'Empire merina et celles du Sud et de l'Ouest indépendantes. Les principales exportations de l'Empire merina comprenaient des cultures de rente, des produits forestiers, du bétail et, à partir des années 1880, de l'or. Les principales importations comprenaient non seulement des tissus et des armes, mais aussi des esclaves. En effet, les importations d'esclaves malgaches ont soutenu le commerce d'exportation d'esclaves d'Afrique de l'Est après l'éclipse de la demande brésilienne et cubaine vers 1860 et la suppression par les Britanniques du commerce de la côte swahilie dans les années 1880. Le même modèle de commerce extérieur s'appliquait aux régions de l'île indépendantes de la domination merina, à l'exception importante qu'elles exportaient également des esclaves, principalement capturés à l'intérieur de l'Empire merina.

L'essor et le déclin d'un empire secondaire

Un thème central de cette étude est l'impérialisme secondaire. Comme l'Égypte sous Mohammed Ali et la Thaïlande sous les monarchies progressistes, la couronne merina du XIXe siècle à Madagascar a tenté de contrer la menace de l'intervention coloniale européenne par l'impérialisme secondaire et la modernisation économique. Dans ce contexte, la vision conventionnelle d'un État-nation progressiste émergent à Madagascar durant l'époque précoloniale constitue une importante distorsion historique. En réalité, le régime merina précolonial était une entité politique fondée sur l'expansion impériale, les États merina successifs du XIXe siècle étant motivés par la volonté de créer et d'exploiter un empire insulaire.

Les origines de l'impérialisme merina

Cette étude commence par examiner les fondements économiques de l'essor de l'État merina. L'expansion de la riziculture hydraulique au XVIIIe siècle a permis la constitution de surplus céréaliers, qui ont alimenté la croissance démographique et facilité le développement d'un secteur artisanal spécialisé. La division du travail a favorisé le commerce, les produits agricoles et artisanaux circulant le long des réseaux commerciaux nationaux, tant locaux que de longue distance. Ces réseaux se chevauchaient avec les réseaux commerciaux étrangers, notamment le réseau traditionnel d'exportation d'esclaves, de denrées alimentaires et d'autres produits tropicaux de la côte ouest vers le réseau maritime majoritairement musulman de l'océan Indien occidental, ainsi qu'à partir du milieu du XVIIIe siècle, le système d'exportation d'esclaves et de produits agricoles vers les plantations des Mascareignes.

L'essor de l'économie de plantation des Mascareignes, à partir de 1750 environ, a été le principal moteur du développement de l'État merina. Il a engendré une forte demande de provisions et d'esclaves provenant de Madagascar, qui a rapidement augmenté avec la conversion de la canne à sucre en monoculture au début du XIXe siècle. Cela provoqua des conflits internes à Madagascar, notamment des luttes internes pour le contrôle des ressources et des routes commerciales. Les guerres civiles sur le plateau central, densément peuplé, fournissaient aux princes merina des esclaves qu'ils vendaient à des marchands étrangers contre de l'argent et des armes. Cependant, à partir des années 1790, lorsque l'Imerina centrale fut unifiée, les armées merina soumièrent et réduisirent en esclavage de plus en plus les peuples voisins. Parallèlement, elles cherchèrent à éliminer les intermédiaires et à imposer un contrôle direct sur les routes commerciales. L'état qu'Andrianampoinimerina avait militairement formé à partir de plusieurs petites entités politiques concurrentes des hauts plateaux vers 1810 était fondé sur le contrôle du commerce d'exportation d'esclaves et d'importation d'armes.

L'essor du commerce extérieur favorisa le développement d'une économie de marché en Imerina. Dans le même temps, les progrès des techniques de riziculture permirent la formation d'importants excédents céréaliers en Imerina. Conjugués aux profits commerciaux, ces excédents encouragèrent l'émergence d'un petit nombre d'artisans à plein temps et d'intermédiaires professionnels.^{xiii} L'offre et la demande influencèrent fortement le commerce extérieur, ainsi que les secteurs de la sidérurgie et du textile, notamment en Imerina, où se développèrent la monnaie, les spéculateurs et les usuriers. Cependant, la répartition des ressources, des revenus et de la production restait fortement influencée par des facteurs non marchands tels que les castes^{xiv}, la parenté et le clientélisme politique. De plus, les autorités politiques indigènes exerçaient un contrôle strict sur les terres et la main-d'œuvre libre, qu'elles échangeaient sur une base redistributive. Elles dominaient également en grande partie le commerce extérieur d'armes et d'esclaves, dont la possession sous-tendait leur pouvoir économique et politique.

C'est sur cette base que les Merina émergèrent comme la principale entité politique malgache. À partir de 1810 environ, Radama Ier poursuivit la politique d'Andrianampoinimerina, créant un petit empire en s'étendant pour s'emparer de nouvelles sources d'esclaves et des routes commerciales vers la côte. L'alliance britannique de 1820 lui valut une reconnaissance internationale en tant que roi de tout Madagascar, bien qu'il n'ait alors souveraineté que sur une petite partie de l'île, comprenant une portion du plateau central et un étroit corridor la reliant au principal port de la côte est, Toamasina. Cependant, en échange de l'interdiction des exportations d'esclaves, les Britanniques promirent à la couronne merina une aide militaire, artisanale et éducative pour conquérir l'ensemble de l'île et bâtir une nouvelle économie élargie où les cultures de rente et les produits manufacturés remplaceraient les esclaves comme principales exportations de Madagascar.

Autarcie : Origines et impact

En 1825, les armées merina asservirent la majeure partie du littoral oriental de Madagascar et établirent un accès au grand port de Mahajanga, sur la côte ouest. Toutefois, les techniques agricoles et artisanales britanniques se révélèrent mal adaptées aux réalités locales et, avec l'interdiction des exportations d'esclaves, les recettes du commerce extérieur s'effondrèrent.

Parallèlement, les prétentions impériales britanniques sur l'île rivalisaient avec celles des Merina. En conséquence, la cour merina rejeta l'alliance britannique et le libre-échange et adopta des politiques autarciques, dont les trois principaux piliers étaient les monopoles d'État, la *fanompoana* (travail forcé non rémunéré au service de l'État^{xv}) et la création et l'exploitation d'un empire insulaire. De plus, contrairement à l'opinion historique communément admise, Ranavalona I^{re} adopta et étendit les politiques autarciques de Radama I^{er}, les poursuivant avec vigueur.

Les politiques autarciques connurent un succès initial. Dès 1836, un important centre industriel avait été créé, probablement le premier en Afrique et contemporain de projets similaires en Europe, produisant des biens manufacturés allant des canons au verre. De plus, les apprentis malgaches maîtrisaient alors les techniques de production industrielle auprès du personnel européen. De plus, les missionnaires, par le biais des écoles, inculquaient aux jeunes locaux la loyauté envers la couronne et l'Empire merina, ainsi que des notions de base en lecture, écriture et calcul. La plupart des érudits étaient enrôlés dans les ateliers et usines industrielles, ou dans les rangs de l'armée, mais certains recevaient une éducation plus poussée avant d'être intégrés à la bureaucratie impériale. Enfin, une armée permanente, nouvellement formée par les Britanniques, lança des campagnes incessantes dans les régions non-Merina de Madagascar. L'armée soumit et réduisit en esclavage les populations locales, s'empara de leur bétail et de leurs terres, et établit des colonies militaires protégées par des forts merina.

Cependant, au milieu du siècle, l'élan autarcique s'essouffla. Les tentatives d'industrialisation échouèrent, de même que les efforts visant à développer une production artisanale et agricole à grande échelle destinée à l'exportation. Le système de transport et de communication interne demeurait rudimentaire et coûteux. Les monopoles de la cour imposaient des limites à la croissance de la production manufacturière et du commerce. De plus, les armées merina ne parvinrent pas à établir une domination merina effective sur plus d'un tiers de l'île, dont les régions méridionales et occidentales restèrent largement indépendantes. Par ailleurs, des soulèvements anti-Merina caractérisèrent les zones conquises, tandis que dans les régions contestées, les convois merina furent harcelés et leurs avant-postes attaqués. Les tactiques de guérilla privèrent les armées merina de provisions, tandis que le paludisme, qui sévissait dans les plaines, décima tellement les troupes des hautes terres qu'un nombre croissant d'entre elles désertaient. Soldats et ouvriers réagirent aux *fanompoana* et aux dures conditions de travail par la fuite – beaucoup rejoignant des bandes de brigands – et par des manifestations (les ouvriers sabotèrent les machines). Au milieu des années 1850, l'expérience industrielle avait échoué et les espoirs des Merina d'établir un empire insulaire s'étaient évanouis.

La course aux colonies et la prise de contrôle française de Madagascar

L'opinion communément admise est que la prise de contrôle française de Madagascar en 1895 était largement due à des forces extérieures, notamment à une combinaison de groupes pro-impériaux traditionnels en France, rejoints, à la fin du XIXe siècle, par des forces capitalistes françaises expansionnistes. Cette interprétation surestime l'importance de l'influence française à Madagascar au XIXe siècle. Elle sous-estime également l'ampleur du pouvoir britannique sur place et le rôle joué par les facteurs internes dans la facilitation de la conquête française.

Pax Britannica

Intérêts impériaux britanniques : La priorité de la Grande-Bretagne, principal acteur impérial dans la région, était de sécuriser la route vers l'Inde, joyau de son empire. Elle y est parvenue largement grâce au contrôle direct et informel d'une grande partie de l'Afrique australe et orientale, ainsi que de l'île Maurice. Madagascar présentait un intérêt périphérique pour la Grande-Bretagne, surtout après l'arrivée des navires à vapeur et l'ouverture du canal de Suez en 1869.

Forces britanniques régionales : L'économie malgache connut un renouveau dans les années 1860 et 1870, profitant de l'expansion de l'économie internationale et régionale. De nombreux aspects du développement économique régional ont été occultés par les statistiques officielles, mais il existe de plus en plus de preuves d'un commerce dynamique et croissant d'esclaves et de main-d'œuvre sous contrat, ainsi que de matières premières telles que l'ivoire, les cauris, les bois précieux, la gomme copal, le caoutchouc, les peaux, le sucre et l'or, avec un commerce de retour important de coton et autres tissus, d'armes et d'alcool. Ce commerce fut grandement facilité par l'ouverture du canal de Suez en 1869 et le développement parallèle du transport à vapeur, sous la forme de chemins de fer et de navires à vapeur fluviaux et océaniques. Cependant, le facteur majeur sous-jacent à l'unité et favorisant l'expansion d'une économie reliant toutes les régions de l'AOI, y compris Madagascar, fut sans doute le rôle des financiers et intermédiaires indiens. Soutenus par de grandes entreprises familiales à Bombay et au Gujarat, et bénéficiant, en tant que sujets britanniques, de la Pax Britannica établie dans la région à partir de 1815, ils jouèrent un rôle commercial essentiel, accordant des crédits aux producteurs locaux et aux agents européens. Leur réseau, avec son siège africain à Zanzibar, offrait une structure commerciale qui facilita la participation croissante au commerce régional d'autres sujets britanniques, notamment du Natal et de l'île Maurice, contribuant ainsi à établir une base économique, jusqu'alors sous-estimée, pour une expansion britannique dans la région, menée par des hommes tels que Donald Currie et William Mackinnon. Contrairement à l'Afrique de l'Ouest, les produits de base de l'Afrique de l'AOI ont conservé des prix élevés tout au long des années 1880, offrant ainsi aux acteurs commerciaux de la région un optimisme quant à une croissance future.

Désintérêt officiel : L'influence commerciale et politique britannique était donc plus forte à Madagascar, comme dans la majeure partie de l'océan Indien, que celle des Français et des autres Occidentaux.

Cependant, la suprématie navale et économique traditionnelle de la Grande-Bretagne était, dans les années 1880, minée par ses rivaux, et le gouvernement britannique ressentit le besoin d'établir un nouveau statu quo afin de protéger ses intérêts. Il souhaitait également apaiser le ressentiment français face à l'expansion britannique dans d'autres régions d'Afrique plus pertinentes pour ses intérêts impériaux, telles que l'Égypte et Zanzibar. L'annexion des Comores par la France et la guerre franco-merina de 1883-85 convainquirent le gouvernement britannique que les Français nourrissaient un réel désir de coloniser Madagascar. Ainsi, en 1890, dans le cadre d'une série de traités internationaux destinés à clarifier son emprise sur la majeure partie de l'Afrique australe et orientale, la Grande-Bretagne reconnut les revendications françaises à Madagascar en échange d'une acceptation renouvelée par la France de l'influence britannique sur Zanzibar.

Le mouvement impérial français : une réévaluation

Le rôle des forces impérialistes dans la conquête française de Madagascar a été surestimé par l'historiographie traditionnelle. La France était la puissance européenne ayant les revendications coloniales les plus solides à Madagascar. La Marine française et une population réunionnaise, avide d'accéder à la main-d'œuvre et aux terres malgaches, soutenaient ardemment ces revendications. Elles furent également reconnues, d'abord tacitement, puis ouvertement, par un gouvernement britannique soucieux d'apaiser la France sur des sujets plus pertinents pour les intérêts impériaux britanniques. Malgré cela, il fallut vingt ans aux Français pour conquérir l'île, et ce succès impérial fut davantage dû à l'effondrement du régime merina de l'intérieur qu'à la prouesse militaire française ou à l'agression capitaliste.

Ce qui précède démontre la nécessité de remettre en question l'approche académique traditionnelle concernant Madagascar précoloniale. À partir de 1815, la politique étrangère de la France fut caractérisée par une volonté de prendre en compte les intérêts britanniques outre-mer. Ceci fut confirmé dès 1845 par l'acceptation française de la domination britannique dans l'AOI et de la souveraineté Merina à Madagascar – réaffirmée dans les traités signés dans les années 1860. Les aventures militaires françaises à Madagascar furent rares, survenant à des moments où les objectifs du ministère de la Marine dominaient brièvement la politique étrangère. La guerre franco-merina de 1883-85 fut un rare exemple d'opportunisme politique réussi de la part de la Marine française et des députés réunionnais. Cependant, ce conflit contribua à renforcer l'influence britannique et à affaiblir celle de la France à Madagascar, ce qui dissuada le gouvernement français de s'impliquer davantage sur l'île. La colonisation française, une décennie plus tard, ne peut s'expliquer que partiellement par la montée en puissance du groupe colonial français, qui manifestait peu d'intérêt pour Madagascar jusqu'à la veille de la conquête. L'intérêt principal de la France en Afrique résidait plutôt dans la création d'une sphère impériale en Afrique de l'Ouest et du Nord, où elle devait faire face à une forte concurrence de la Grande-Bretagne.

La reconnaissance par les Britanniques, en 1890, de la priorité coloniale française à Madagascar s'avéra embarrassante pour les Français, qui n'avaient que peu d'autorité réelle à Madagascar. Ils retardèrent l'application de leurs droits coloniaux sur l'île pendant cinq ans, et, même alors, leur corps expéditionnaire fut presque vaincu par une combinaison d'incompétence militaire et de maladie.

Forces capitalistes et prise de contrôle française

Certains historiens ont avancé que les missionnaires, commerçants et planteurs européens à Madagascar étaient les précurseurs des forces capitalistes occidentales, rendant l'économie merina de plus en plus dépendante de l'Occident et préparant ainsi le terrain pour la conquête française de l'île. Cependant, les preuves étayant de telles affirmations sont très limitées.^{xvi} Les quelques grandes entreprises occidentales présentes étaient largement neutralisées par la cour merina, qui constituait leur principal concurrent commercial. Les investissements étrangers à Madagascar restaient faibles et les importations, notamment de coton, complétaient plutôt que de déstabiliser la production textile locale. Par ailleurs, ni la guerre franco-merina ni la crise des années 1880 n'eurent d'effet négatif significatif sur l'économie malgache dans son ensemble. En réalité, tout porte à croire que les conditions commerciales demeurèrent favorables à Madagascar pendant une grande partie de cette période.

La grande majorité des commerçants étrangers étaient des Créoles Mascareignes sur la côte est et, sur la côte ouest, des Indiens britanniques et des musulmans swahilis (localement appelés respectivement Karana/Karany et Antalaotra, et collectivement connus sous le nom de Silamo). Généralement pauvres, les Créoles représentaient une force économiquement modeste plutôt qu'une force capitaliste moderne. Les Indiens représentaient principalement les succursales zanzibarites des grandes firmes commerciales de l'ouest de l'Inde. Cependant, à l'instar des Swahilis auxquels ils étaient liés, leur forte implication dans la traite négrière signifiait que, pendant la majeure partie du XIXe siècle, ils représentaient essentiellement une forme de capitalisme préindustriel.

La cour merina contrôlait également les missionnaires britanniques, considérés par l'école nationaliste comme les principaux précurseurs du capitalisme occidental à Madagascar. Durant les deux périodes d'activité missionnaire, de 1820 à 1835, puis à partir de 1869 (ils furent expulsés de 1835/36 à 1862), les missionnaires étaient soumis au contrôle de la couronne. En effet, au lieu de transmettre les valeurs capitalistes occidentales, ils agissaient comme agents de l'Empire merina. Ils ont notamment contribué à l'élaboration et à la supervision des *fanompoana*, piliers de l'économie impériale autarcique merina.

Facteurs internes : L'implosion de l'Empire merina

L'Empire merina reposait sur des bases solides. La riziculture hydraulique produisait des excédents agricoles qui favorisaient l'expansion démographique, la division du travail, l'essor d'un secteur artisanal spécialisé et le commerce, à une époque où la croissance de l'économie des Mascareignes stimulait également le commerce extérieur. Cependant, une alliance avec les Britanniques, dans laquelle l'interdiction des exportations d'esclaves était compensée par une assistance technique européenne pour promouvoir l'agriculture commerciale et l'industrie manufacturière, ainsi que par une aide militaire pour établir un empire insulaire, ne produisit pas les résultats escomptés. En conséquence, le régime merina adopta des politiques autarciques visant à engendrer une révolution industrielle et à accélérer la conquête, la colonisation et l'exploitation commerciale de l'île.

En fin de compte, les politiques autarciques furent le principal facteur ayant contribué à la prise de contrôle française de Madagascar, car elles sapèrent directement l'économie. Le refus d'améliorer les routes terrestres assura le maintien de tarifs de fret intérieurs élevés durant la seconde moitié du XIXe siècle, alors que, en raison des investissements dans le transport à vapeur, les tarifs chutaient ailleurs dans la région. Plus dévastateurs encore furent les effets de l'impérialisme merina et de ses politiques du travail. Un siècle d'expansion impériale, de colonisation et d'exploitation merina engendra une hostilité tenace envers les Merina parmi les peuples non-Merina de Madagascar, tant dans les zones soumises, comme les Betsimisaraka, que dans les régions largement indépendantes comme le pays Sakalava et Ibara.

De plus, l'incapacité à contrôler plus d'un tiers du territoire de l'île dans les années 1850, lorsque la cour merina abandonna sa politique expansionniste, créa de fait deux économies concurrentes sur l'île : l'économie impériale merina, qui dominait les régions centrales et orientales et dont des liens ténus s'étendaient à d'autres enclaves sous contrôle merina, notamment à Mahajanga et Tolanaro, et l'économie des régions largement indépendantes de l'ouest et le sud de Madagascar.

Toutes deux participèrent dès les années 1860 à la croissance substantielle du commerce régional, dont la structure et l'ampleur ont été sous-estimées par les écoles historiques traditionnelles.

La guerre franco-merina donna un élan considérable au commerce extérieur de Madagascar indépendant, où l'expansion du commerce indien offrait des services de crédit et d'intermédiaire considérables aux commerçants malgaches et européens. Parmi ces derniers figuraient de grandes entreprises européennes telles que O'Swald et des firmes régionales comme McCubbin du Natal, qui, à l'instar des Indiens, possédaient des intérêts diversifiés reliant Madagascar à la côte swahilie, au Mozambique, à l'Afrique du Sud et à l'île Maurice.

Le développement du commerce extérieur à Madagascar indépendant permit aux Sakalava, aux Bara et aux groupes de réfugiés fuyant la domination merina d'acquérir des armes étrangères. Ils les utilisèrent d'abord pour résister aux intérêts économiques et militaires des Merina dans les plaines, puis, à partir du milieu des années 1880, pour lancer des raids de plus en plus fréquents au cœur du territoire impérial merina. Au début des années 1890, même l'Imerina centrale était menacée. L'incapacité de l'armée impériale merina à repousser ces attaques et la présence de groupes de réfugiés fuyant le pouvoir impérial étaient à leur tour liées à la *fanompoana*, facteur déterminant de l'effondrement de l'économie impériale. La *fanompoana*, institution du travail forcé non rémunéré pour l'État merina, constituait l'un des piliers de l'économie impériale merina sous l'autarcie à partir des années 1820, et son rôle fut renforcé à partir de 1869 lorsque la cour merina créa une église d'État lui permettant de contrôler toutes les églises et écoles missionnaires, les transformant en institutions d'enregistrement, de recrutement et, de plus en plus, de supervision des unités de *fanompoana* d'État.

Le coût d'opportunité du *fanompoana* a gravement fragilisé l'économie et le régime impérial merina. Les artisans spécialisés, pratiquant à la fois l'artisanat traditionnel malgache et l'artisanat européen importé, ainsi que les ouvriers qualifiés formés lors de l'expérience industrielle, étaient les plus recherchés pour le *fanompoana*. Cependant, leur réaction face à un régime de travail forcé permanent fut d'abandonner leur métier et de fuir. La protestation contre le *fanompoana* impérial fut une cause profonde de l'échec de l'expérience industrielle. La main-d'œuvre non qualifiée était réquisitionnée périodiquement, mais selon les impératifs impériaux plutôt que selon le cycle agricole. Il en résulta des récoltes insuffisantes périodiques, des famines et une vulnérabilité croissante aux maladies. Ces problèmes furent gravement aggravés lorsque le conflit avec la France et la crise des années 1880 incitèrent le régime merina à intensifier l'exploitation des sujets impériaux par le biais de l'impôt et du *fanompoana*.

L'impact du travail forcé s'est d'abord concentré dans les régions colonisées, notamment le pays Betsimisaraka, mais, avec l'ouverture des gisements aurifères d'État à partir du milieu des années 1880, il a également touché le plateau. Là, la *fanompoana* et la fuite qui en résultait éloignèrent les hommes valides de leurs terres, sapant le système complexe de riziculture hydraulique à forte intensité de main-d'œuvre qui avait sous-tendu le développement initial de l'économie merina. L'effondrement de l'agriculture du plateau, bien plus que l'intrusion des forces capitalistes occidentales, fut responsable de la forte augmentation de la famine et des maladies, notamment du paludisme, dans l'intérieur du plateau au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle. Au début des années 1890, l'économie impériale merina était en déclin irrémédiable. Dans un cycle sans fin de travail forcé, de fuite, d'appauvrissement et de maladies, un nombre croissant de Merina

ordinaires fuirent pour rejoindre des bandes de brigands, tandis que le désenchantement à l'égard du régime impérial se généralisait. Ceci explique en grande partie non seulement le brigandage endémique et la capacité des pillards Sakalava et Bara à pénétrer, avec une impunité croissante au cœur de l'empire, mais aussi le succès de la faible force expéditionnaire française de 1895. Les soldats merina, non rémunérés et enrôlés de force, préféraient fuir plutôt que de risquer la mort ou les blessures pour défendre ce qui était alors devenu un régime universellement impopulaire. Finalement, le coût d'opportunité de l'enrôlement forcé, exprimé principalement en termes d'abandon de l'artisanat et de l'agriculture, de sabotage, de fuite et de rébellion, a condamné l'économie impériale merina à l'échec et a garanti le succès de l'assaut français de 1895, là où toutes les attaques précédentes contre l'île par des puissances étrangères avaient échoué. De plus, lorsque les Français ont déclaré un protectorat qui maintenait la structure administrative merina existante, une révolte généralisée a éclaté, au cours de laquelle les institutions et le personnel des missions, considérés comme responsables du recrutement de main-d'œuvre forcée impériale, étaient les principales cibles.

En résumé, cet ouvrage présente une histoire alternative de Madagascar précolonial. Il s'agit avant tout d'une histoire économique – la première histoire économique générale de Madagascar. À ce titre, il met en lumière des enjeux historiques largement absents de la tradition française. Parmi ceux-ci figurent la rivalité impériale de trois puissances (France, Grande-Bretagne et Imerina) à Madagascar; la création sur l'île d'un Empire merina; l'adoption de politiques autarciques; la tentative de mener une révolution industrielle, contemporaine d'expériences industrielles similaires en Europe au XIXe siècle; la division de l'île en deux économies; le rôle central de Madagascar dans le maintien de la traite négrière en Afrique de l'Est jusqu'à la fin du XIXe siècle; l'intégration de Madagascar aux réseaux commerciaux régionaux émanant de l'Inde occidentale, de la côte swahilie et de l'Afrique du Sud; et le rôle prépondérant joué par les facteurs internes dans l'effondrement de l'Empire merina et l'établissement du pouvoir colonial français.

Ces éléments indiquent clairement que Madagascar a historiquement fait partie intégrante de l'Afrique australe et orientale. Par ailleurs, contrairement à la perspective traditionnelle de l'école nationaliste, le régime précolonial merina a forgé un empire qui s'est largement effondré en raison d'une mauvaise gestion interne et de politiques impériales d'exploitation, facilitant ainsi la conquête française de 1895. D'où le sous-titre de cet ouvrage : *L'essor et la chute d'un empire insulaire*. Madagascar faisait partie d'une économie MOI plus vaste et doit être étudié comme telle. En inversant la comparaison, il est également évident que l'histoire des régions, de l'Afrique du Sud à Zanzibar en passant par le Moyen-Orient et l'Inde, est incomplète sans prendre en compte Madagascar. Ce volume vise à fournir une base préliminaire pour réévaluer l'histoire de Madagascar dans le contexte des économies régionales, insulaires et internationales.

References

ⁱ P. M. Mutibwa, *The Malagasy and the Europeans* (Londres: Longman, 1974); Bonar A. Gow, *Madagascar and the Protestant Impact. The work of the British missions, 1818–1895* (Londres: Longman & Dalhousie University Press, 1979); Stephen Ellis, *The Rising of the Red Shawls: A Revolt in Madagascar, 1895–1899* (Cambridge: Cambridge University Press, 1985); Pier Larson, *History and Memory in the Age of Enslavement* (Portsmouth: Heinemann, 2000). Raymond Kent fait exception, lui qui, s'appuyant sur des arguments largement rejetés par les autres chercheurs, a plaidé en faveur d'une influence historique africaine majeure à Madagascar – voir son ouvrage *Early Kingdoms in Madagascar, 1500–1700* (New York: Holt, Rinehart & Winston, 1970).

ⁱⁱ Plusieurs études importantes relatives à certains aspects de l'histoire économique de Madagascar – mais de portée limitée, comprennent : Raymond Decary and Rémy Castel, *Études démographiques, modalités et conséquences des migrations intérieures récentes des populations malgaches*

(Tananarive, 1941); Hubert Deschamps, *Les migrations intérieures à Madagascar* (Paris, 1959); Paul Ottino, *Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky* (Paris, 1963); Micheline Rasoamiaramanana, *Aspects économiques et sociaux de la vie à Majunga entre 1862 et 1881* (Antananarivo, 1983); Yves Feugeas, *Le marché du riz pendant la période coloniale à Madagascar (1905–1940)* (Antananarivo, 1979); Albert Ralaikoa, *Fiscalité, administration et pression coloniales dans le sud Betsileo (1895–1918)* (Antananarivo, 1987); Jacques Dez, “Développement économique et tradition à Madagascar” *Cahiers de l’institut de science économique appliquée* supplément 129, série V.4 (1962); *idem*, “Considération sur les prix pratiqués à Tananarive en 1870,” *BAM* 40 (1962); *idem*, “Éléments pour une étude de l’économie agro-sylvo-pastorale de l’Imerina ancienne” *Université de Madagascar: École nationale supérieure agronomique* 8 (1970); *idem*, “Monnaie et structure traditionnelle à Madagascar” *Cahiers Vuilfredo Pareto – Revue européenne des sciences sociales* (1970); *idem*, “Éléments pour une étude sur les prix et les échanges de biens dans l’économie mérina ancienne” *BAM* 48/ 1–2 (1970); *idem*, “La monarchie mérina et le développement agricole” *Terre Malgache* 10 (1971); Jean Fremigacci, “Mise en valeur coloniale et travail forcé: la construction du chemin de fer Tananarive-Antsirabe (1911–1923)” *Omalý sy Anio* 1–2 (1975); *idem*, “La colonisation à Vatondry-Mahanoro – Espérances et désillusions (1895–1910)” *Omalý sy Anio* 3–4 (1976); *idem*, “Les colons de la côte est centrale de Madagascar, de la prospérité à la crise (1924–1939)” *Omalý sy Anio* 15 (1982); *idem*, “Les difficultés d’une politique coloniale: le café de Madagascar à la conquête du marché français (1930–1938)” *Omalý sy Anio* 21–22 (1985); voir également les ouvrages du présent auteur cités dans la bibliographie.

ⁱⁱⁱ Alfred et Guillaume Grandidier, notamment. *GH*.

^{iv} Françoise Raison-Jourde, “Introduction” in *idem* (ed.), *Les souverains de Madagascar* (Paris, 1983), 7–68; Raymond K. Kent (ed.), *Madagascar in History. Essays from the 1970s* (Berkeley, 1979); Hubert Deschamps, *L’histoire de Madagascar* (Paris, 1972); Ellis, *Rising of the Red Shawls*; Guy Jacob, “Influences occidentales en Imerina et déséquilibres économiques avant la conquête française,” *Omalý sy Anio* 5–6 (1977), 223–31; *idem*, “La révolution industrielle et l’Imerina au XIXe siècle ou l’impossible transfert,” Colloque International d’histoire malgache (Antananarivo, 31 juillet - 5 août 1989); Larson, *History and Memory*.

^v K. N. Chaudhuri, *Trade and Civilisation in the Indian Ocean. An Economic History from the Rise of Islam to 1750* (Cambridge, Cambridge University Press, 1985); *idem*, *Asia Before Europe. Economy and Civilisation of the Indian Ocean from the Rise of Islam to 1750* (Cambridge: Cambridge University Press, 1992); André Wink, *Al-Hind. The Making of the Indo-Islamic World* 2 vols. (Leiden, New York, Köln, 1996 and 1997); Janet L. Abu-Lughod, *Before European Hegemony. The World System A.D. 1250–1350* (New York & Oxford: Oxford University Press, 1989); George Modelski and William R. Thompson, *Leading Sectors and World Powers. The Coevolution of Global Economics and Politics* (Columbia: University of South Carolina, 1996), notamment. pp. 142–5, 156; Andre Gunder Frank, *ReORIENT: Global Economy in the Asian Age* (Berkeley, Los Angeles, London: Berkeley University Press, 1998); see also P. J. Cain & A. G. Hopkins, “Gentlemanly Capitalism and British Expansion Overseas I. The Old Colonial System, 1688–1850,” *Economic History Review* 39.4 (1986).

^{vi} Peter Boomgaard, “Human Capital, Slavery and Low Rates of Economic and Population Growth in Indonesia, 1600–1910,” dans Gwyn Campbell (ed.), *The Structure of Slavery in Indian Ocean Africa and Asia* (Londres: Frank Cass, 2004), 83–96; Abdul Sheriff, “The Slave Trade and its Fallout in the Persian Gulf” et Nigel Worden, “Indian Ocean Slavery and Its Demise in the Cape Colony” – dans Gwyn Campbell (ed.), *Abolition and Its Aftermath in Indian Ocean Africa and Asia* (London: Routledge, 2005).

^{vii} L’origine exclusivement austronésienne du peuple malgache a été réfutée de manière convaincante, car l’analyse ADN a démontré pour la première fois que les Malgaches sont en grande majorité d’origine mixte africaine et austronésienne – voir , R. Hewitt, A. Krause, A. Goldman G. Campbell, T. Jenkins, “β-Globin Haplotype Analysis Suggests that a Major Source of Malagasy Ancestry is Derived from Bantu-Speaking Negroids,” *American Society of Human Genetics* 58 (1996), 1303–8.

^{viii} Morice, “Mémoire sur la c’ote oriental d’Afrique” (Isle de France, 15 juin 1777) – ed. de Cossigny 1790, *BL*. Add.18126.

^{ix} Voir, par exemple., A. G. Hopkins, *An Economic History of West Africa* (London, 1977), en particulier Ch. 4.

^x Ralph Austen, *African Economic History* (London, 1987), 101.

^{xi} Abdul Sheriff, *Slaves, Spices and Ivory in Zanzibar* (London, 1987).

^{xii} W. G. Clarence-Smith, “The Economics of the Indian Ocean and Red Sea Slave Trades in the 19th Century: An Overview,” dans *idem* (ed.), *The Economics of the Indian Ocean Slave Trade* (London, 1989), 1–20; voir aussi les articles par Austen et Sheriff dans le meme volume.

^{xiii} Voir Paul Bohannan et George Dalton, “Introduction” dans *idem* (eds.), *Markets in Africa* (Evanston, 1962); Marshall Sahlins, *Stone Age Economics* (London, 1974), 277–314.

^{xiv} Pour une explication plus complète du système des castes à Madagascar, voir le chapitre 6.

^{xv} Pour une explication plus complète des *fanompoana*, voir le chapitre 6.

^{xvi} Jacob, “Influences occidentales”; Bernard Schlemmer, *Le Menabe, histoire d’une colonisation* (Paris: ORSTOM, 1983), 35; voir aussi F.V. Esoavelomandroso, “Rainilaiarivony and the Defence of Malagasy Independence at the End of the Nineteenth Century” dans Kent (ed.) *Madagascar in History* (Albany, CA, 1979), 232–3; Stephen Ellis, “The Malagasy Background II: The nineteenth century” dans Finn Fuglestad et Jarle Simensen (eds.), *Norwegian Missions in African History vol. 2: Madagascar* (Oslo, 1986), 37–42; Pierre Vérin, *Madagascar* (Paris, 1990), 146–8.